

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 42.889/4
DU 21 MAI 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'État aux Entreprises publiques, adjoint à la Vice-Première Ministre et Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation, le 23 avril 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 7 mars 2007 organisant la sélection comparative et l'entrée en service dans la fonction publique administrative fédérale de certains agents statutaires des entreprises publiques autonomes et dispositions transitoires", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Observations particulières

Intitulé

Le projet d'arrêté soumis pour avis comporte deux parties. La première partie (articles 1^{er} à 3) apporte des modifications à l'arrêté royal du 7 mars 2007 organisant la sélection comparative et l'entrée en service dans la fonction publique administrative fédérale de certains agents statutaires des entreprises publiques autonomes. La deuxième partie (articles 4 à 10) a trait à l'intégration, dans la fonction publique fédérale, de membres du personnel d'entreprises publiques autonomes qui sont affectés à des projets déterminés en vertu de divers arrêtés royaux pris sur la base de l'article 475 de la loi-programme du 22 décembre 2003 (disposition abrogée par l'article 274 de la

.../...

loi-programme du 27 décembre 2006 avec effet au 1^{er} janvier 2007, soit la date à laquelle l'article 29*bis* de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, qui constitue l'un des fondements légaux du présent projet d'arrêté, est lui-même entré en vigueur).

La partie de l'intitulé relative à la deuxième partie du projet - "et dispositions transitoires" - ne reflète pas de manière adéquate ce deuxième aspect du projet. De l'accord de la déléguée du ministre, il convient de clarifier la portée du projet en remplaçant, dans l'intitulé, les mots "et dispositions transitoires" par les mots "et organisant l'intégration, dans la fonction publique fédérale, de membres du personnel d'entreprises publiques autonomes affectés à des projets déterminés".

Préambule

Alinéa 1^{er}

Au lieu de citer l'article 107 de la Constitution, il serait plus précis de citer l'article 107, alinéa 2, de la Constitution.

Alinéa 3

L'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, cité dans l'alinéa 3 du préambule, ne constitue pas la base légale de l'arrêté en projet. Il n'est pas non plus modifié ni abrogé par celui-ci. Dès lors, comme en a convenu la déléguée du ministre, l'alinéa 3 du préambule doit être omis.

Alinéas 4 à 11

Les divers arrêtés royaux visés aux alinéas 4 à 11 ne constituent pas le fondement légal de l'arrêté en projet et ne sont ni modifiés, ni abrogés par celui-ci. Si les auteurs du projet l'estiment utile, ceux-ci pourraient tout au plus être rédigés sous la forme de considérants.

.../...

Compte tenu des observations formulées sous les articles 4 à 10 du projet, ces divers arrêtés devraient toutefois faire l'objet d'un commentaire dans un rapport au Roi en lieu et place de l'ensemble des considérants visés dans le préambule ⁽¹⁾.

Alinéa 3 nouveau (à insérer)

De l'accord de la déléguée du ministre, il y a lieu d'insérer un alinéa 3 nouveau, dans lequel sera visé l'arrêté royal du 7 mars 2007 organisant la sélection comparative et l'entrée en service dans la fonction publique administrative fédérale de certains agents statutaires des entreprises publiques autonomes, qui est modifié par le texte en projet.

Alinéa 17 (devenant alinéa 4)

La date exacte de l'avis de l'inspecteur des finances n'est pas le 26 mars 2007, mais le 29 mars 2007. L'alinéa 17 (devenant l'alinéa 4) du préambule doit être rectifié sur ce point.

Alinéa 6 nouveau (à insérer)

Entre l'alinéa visant l'accord du Ministre du Budget et l'alinéa visant le protocole du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux, il convient d'ajouter un alinéa 6 nouveau visant l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 30 mars 2007.

⁽¹⁾ À l'alinéa 11 du préambule, dans la version française, la date de l'arrêté royal concernant les modalités de l'utilisation des membres du personnel de l'entreprise publique autonome Belgacom dans la cadre de l'implémentation de la gestion électronique des dossiers des employeurs et de l'amélioration de la qualité des services délivrés, n'est pas le 15 novembre 2006 mais le 26 novembre 2006.

Ministres proposant le projet

Comme il est précisé par la déléguée du ministre, le Secrétaire d'État aux entreprises publiques sera également mentionné parmi les ministres proposant le projet.

DispositifArticle 2

Dans la phrase liminaire de l'article 2, le mot "royal" doit être omis.

Article 3

Si telle est bien l'intention des auteurs du projet, laquelle devrait être explicitée dans le rapport au Roi, l'article 3, § 2, du projet, doit être rédigé comme suit :

"L'article 223, § 6, alinéa 3, de l'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de l'État ne s'applique pas aux agents visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}."

Intitulé du Chapitre 2 (lire : II)

Comme en a convenu la déléguée du ministre, l'intitulé du chapitre 2 (lire : II) serait mieux libellé comme suit :

"Dispositions organisant l'intégration, dans la fonction publique fédérale, de membres du personnel d'entreprises publiques autonomes affectés à des projets déterminés."

Observation commune aux articles 4 à 10 du projet

La question suivante a été posée à la déléguée du ministre :

"Il ne ressort pas assez clairement du projet si l'arrêté royal du 7 mars 2007 s'applique ou non aux personnes visées aux articles 4 à 10 du projet. Ainsi, l'article 5 du projet énumère certaines dispositions de l'arrêté royal du 7 mars 2007 qui sont déclarées applicables aux personnes visées à l'article 5. Faut-il en déduire qu'en principe, l'arrêté royal du 7 mars 2007 n'est pas applicable aux personnes visées aux articles 4 à 10 ? La réponse à cette question devrait ressortir plus clairement du texte en projet."

La déléguée du ministre a répondu comme suit :

"Ja, deze vastbenoemde personeelsleden zijn in pilootprojecten gestapt voordat het KB van 7 maart 2007 er was. Voor elk pilootproject werd toen een apart KB gemaakt in uitvoering van het intussen opgeheven artikel 475 van de Programmawet van 22 december 2003.

Voor het tijdelijk project eID zorgen we nu voor een definitieve mogelijkheid van overstap naar de federale overheid met ter beschikking stelling aan de gemeente.

De andere projecten voorzagen allen een wijze van definitieve benoeming bij federale overheidsdiensten. Deze intussen bij de federale overheid vastbenoemde personeelsleden krijgen gewoon eveneens de inschaling in de overeenstemmende weddenschaal. Op heden zijn ze namelijk ingeschaald in de eerste weddenschaal."

Ces explications qui doivent être complétées afin de mieux préciser la relation entre les articles 4 à 10 du projet et l'arrêté royal du 7 mars 2007 précité, doivent figurer dans le rapport au Roi.

Article 4

1. Dans la phrase liminaire de l'article 4, après les mots "Par «agents utilisés dans le projet de carte d'identité électronique»", il y a lieu d'insérer les mots "au sens de la présente section".

2. Afin d'assurer la cohérence entre les versions française et néerlandaise, à l'article 4, 1/, du projet, il y a lieu de viser, dans la version française, l'arrêté royal du 22 juillet 2004 concernant les modalités de l'utilisation des membres du personnel de l'entreprise publique autonome Belgacom dans les communes dans le cadre de la délivrance des cartes d'identité électroniques.

Article 5

1. À l'alinéa 1^{er}, dans la citation de l'intitulé de l'arrêté royal du 7 mars 2007 précité les mots "et dispositions transitoires" doivent être omis.

2. L'alinéa 2 doit être rédigé comme suit :

"Le test de sélection auquel les agents utilisés dans le projet de carte d'identité électronique, visés à l'article 4, 1/, ont participé conformément aux arrêtés royaux mentionnés dans cette même disposition , vaut comme sélection comparative dont question à l'article 6 de l'arrêté royal du 7 mars 2007 susmentionné."

3. Interrogée sur la portée de l'alinéa 3, la déléguée du ministre a répondu comme suit :

"In een protocol engageert de gemeente zich ten aanzien van de FOD Binnenlandse zaken betreffende de ter beschikking stelling van het vastbenoemd personeelslid tot aan de pensionering."

Cette réponse ne précise toutefois pas quelle est la nature de "l'engagement" que doit prendre l'agent, lequel doit évidemment rester compatible avec le lien statutaire qui lui est applicable.

Il convient de clarifier la portée de la disposition en projet, soit dans le texte même de l'arrêté, soit à tout le moins dans le rapport au Roi.

.../...

4. Interrogée sur la portée des alinéas 4 à 6 de l'article 5 du projet, la déléguée du ministre a répondu ce qui suit :

"De regeling van het het tijdelijk project eID is vervat in volgende koninklijke besluiten : het koninklijk besluit van 22 juli 2004 betreffende de modaliteiten van het inzetten van personeelsleden van het autonome overheidsbedrijf Belgacom in de gemeenten in het kader van de uitreiking van de elektronische identiteitskaart en het koninklijk besluit van 22 juli 2004 betreffende de modaliteiten van het inzetten van personeelsleden van de autonome overheidsbedrijven De Post, de NMBS, BIAC en Belgocontrol in de gemeenten in het kader van de uitreiking van de elektronische identiteitskaart.

Deze koninklijke besluiten treffen een regeling voor 3 jaar waarin de personeelskost gedeeld wordt tussen de autonome overheidsbedrijven en de Staatsdienst.

Jaar 4 zal eveneens op deze wijze gefinancierd worden. Jaar 5 wordt de kost gedeeld tussen de gemeente en de Staatsdienst en vanaf jaar 6 is er volledige terugbetaling.

Elke gemeente engageert zich inderdaad in het protocol betreffende de terbeschikkingstelling en de terugbetaling van de weddekost van zijn personeelslid."

Dans le délai qui lui a été imparti, la section de législation n'aperçoit pas le fondement légal qui permettrait au Roi d'arrêter par voie réglementaire de nouvelles modalités de prise en charge des coûts de personnel par l'entreprise publique autonome Belgacom venant succéder dans le temps à celles qui ont été fixées par les arrêtés royaux du 22 juillet 2004 précités, sur la base d'une habilitation légale depuis lors abrogée, à savoir l'article 475 de la loi programme du 22 décembre 2003 précitée ⁽¹⁾.

5. À l'alinéa 4, après les mots "le «Service de l'État à gestion séparée chargé de la gestion des cartes d'identité»", il convient d'insérer les mots "visé dans l'arrêté royal du 6 décembre 2004 relatif à la gestion financière du Service de l'État à gestion séparée chargé de la gestion des cartes d'identité".

⁽¹⁾ Comparez avec l'article 29bis, alinéa 7, 1/, de la loi du 21 mars 1991 précitée, en application duquel "les règles concernant les modalités de répartition du coût salarial selon le niveau" font l'objet "d'un protocole d'accord" avec le service public.

Article 8

Après les mots "agents de l'entreprise publique autonome Belgacom utilisés dans d'autres projets", il convient d'insérer les mots "au sens de la présente section".

Chapitre 2 (lire : II), Section 4

Comme en a convenu la déléguée du ministre, la section 4 du chapitre 2 (lire : II) du projet devrait devenir le chapitre III du projet, dont l'intitulé ("Dispositions finales") pourra être maintenu.

Article 11

L'article 11 du projet prévoit que les articles 1^{er} à 3 produisent leurs effets le 15 mars 2007. Il y a lieu de rappeler que la non-rétroactivité des actes administratifs est de règle, en vertu d'un principe général de droit. La rétroactivité peut toutefois être justifiée si elle est autorisée par une disposition législative. En l'absence d'autorisation légale, la rétroactivité ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels. D'après les explications fournies par la déléguée du ministre, les articles 1^{er} à 3 du projet sont avantageux pour les membres des entreprises publiques autonomes concernés, et peuvent dès lors être admis.

L'attention des auteurs du projet est cependant attirée sur ce que l'abrogation rétroactive de l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 7 mars 2007 précité doit conduire à l'abandon du projet d'arrêté royal "exécutant l'article 2 de l'arrêté royal du 7 mars 2007 organisant la sélection comparative et l'entrée en service dans la fonction publique administrative fédérale de certains agents statutaires des entreprises publiques autonomes", sur lequel la section de législation a donné le 2 mai 2007 l'avis 42.747/4.

Observation finale de légistique

La version française du projet devra être soigneusement revue.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

Ph. HANSE

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 42.889/4
VAN 21 MEI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 23 april 2007 door de Staatssecretaris voor Overheidsbedrijven, toegevoegd aan de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Consumentenzaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 maart 2007 tot organisatie van de vergelijkende selectie en de indiensttreding in het federaal administratief openbaar ambt van sommige statutaire ambtenaren van de autonome overheidsbedrijven en overgangsbepalingen", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het ogenblik waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Bijzondere opmerkingen

Opschrift

Het om advies voorgelegde ontwerpbesluit bestaat uit twee delen. Het eerste deel (de artikelen 1 tot 3) brengt wijzigingen aan in het koninklijk besluit van 7 maart 2007 tot organisatie van de vergelijkende selectie en de indiensttreding in het federaal administratief openbaar ambt van sommige statutaire ambtenaren van de autonome overheidsbedrijven. Het tweede deel (de artikelen 4 tot 10) betreft de inschakeling, in de federale overheidsdiensten, van personeelsleden van autonome

.../...

overheidsbedrijven die in bepaalde projecten zijn ingezet krachtens verscheidene koninklijke besluiten vastgesteld op basis van artikel 475 van de programmawet van 22 december 2003 (een bepaling die is opgeheven bij artikel 274 van de programmawet van 27 december 2006, met uitwerking op 1 januari 2007, te weten de datum waarop artikel 29*bis* van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, dat één van de rechtsgronden vormt van dit ontwerpbesluit, op zijn beurt in werking is getreden).

Het gedeelte van het opschrift betreffende het tweede deel van het ontwerp, - "en overgangsbepalingen" -, geeft dat tweede aspect van het ontwerp onvoldoende weer. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de draagwijdte van het ontwerp moet worden verduidelijkt door in het opschrift de woorden "en overgangsbepalingen" te vervangen door de woorden ", en houdende organisatie van de inschakeling, in het federaal openbaar ambt, van personeelsleden van autonome overheidsbedrijven ingezet in bepaalde projecten".

Aanhef

Eerste lid

In de Franse tekst dient, naar het voorbeeld van de Nederlandse tekst, te worden verwezen naar artikel 107, tweede lid, van de Grondwet.

Derde lid

Het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, waarnaar wordt verwezen in het derde lid van de aanhef, is niet de rechtsgrond van het ontwerpbesluit. Het wordt evenmin gewijzigd of opgeheven door het ontwerpbesluit. De gemachtigde van de minister is het er bijgevolg mee eens dat het derde lid van de aanhef moet vervallen.

Vierde tot elfde lid

De verschillende koninklijke besluiten waarnaar wordt verwezen in het vierde tot het elfde lid, vormen niet de rechtsgrond van het ontwerpbesluit en worden evenmin gewijzigd of opgeheven door het ontwerpbesluit. Indien de stellers van het ontwerp het nuttig achten, kunnen die leden hooguit geciteerd worden in de vorm van overwegingen.

Gelet op de opmerkingen gemaakt omtrent de artikelen 4 tot 10 van het ontwerp, zouden die verschillende besluiten evenwel besproken moeten worden in een verslag aan de Koning, veeleer dan dat ernaar verwezen wordt in overwegingen van de aanhef ⁽¹⁾.

Nieuw derde lid (in te voegen)

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat een nieuw derde lid moet worden ingevoegd, waarin wordt verwezen naar het koninklijk besluit van 7 maart 2007 tot organisatie van de vergelijkende selectie en de indiensttreding in het federaal administratief openbaar ambt van sommige statutaire ambtenaren van de autonome overheidsbedrijven, dat door de ontwerptekst wordt gewijzigd.

Zeventiende lid (dat het vierde lid wordt)

De precieze datum van het advies van de inspecteur van financiën is niet 26 maart 2007, maar 29 maart 2007. Het zeventiende lid (dat het vierde lid wordt) van de aanhef moet op dat punt worden aangepast.

⁽¹⁾ In de Franse versie van het elfde lid van de aanhef is de datum van het koninklijk besluit betreffende de modaliteiten voor het inzetten van personeelsleden van het autonoom overheidsbedrijf Belgacom in het kader van het verwezenlijken van het elektronisch werkgeversdossier en het verbeteren van de kwaliteit van de dienstverlening niet 15 november 2006, maar 26 november 2006.

Nieuw zesde lid (in te voegen)

Tussen het lid waarin wordt verwezen naar de akkoordbevinding van de Minister van Begroting en het lid waarin wordt verwezen naar het protocol van het Comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten moet een nieuw zesde lid worden ingevoegd, waarin wordt verwezen naar de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken, verstrekt op 30 maart 2007.

Ministers die het ontwerp voordragen

Zoals door de gemachtigde van de minister wordt gepreciseerd, moet ook de Staatssecretaris voor Overheidsbedrijven worden vermeld onder de ministers die het ontwerp voordragen.

DispositiefArtikel 2

In de inleidende zin van artikel 2 moet het woord "koninklijk" vervallen.

Artikel 3

Indien zulks de bedoeling is van de stellers van het ontwerp, die moet worden geëxpliciteerd in het verslag aan de Koning, dient artikel 3, § 2, van het ontwerp als volgt te worden gesteld :

"Artikel 223, § 6, derde lid, van het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de Rijksbesturen is niet van toepassing op de ambtenaren bedoeld in § 1, eerste lid."

Opschrift van hoofdstuk 2 (lees : II)

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het beter zou zijn het opschrift van hoofdstuk 2 (lees : II) als volgt te stellen :

"Bepalingen houdende organisatie van de inschakeling, in het federaal openbaar ambt, van personeelsleden van autonome overheidsbedrijven ingezet in bepaalde projecten".

Gemeenschappelijke opmerking voor de artikelen 4 tot 10 van het ontwerp

Aan de gemachtigde ambtenaar is de volgende vraag gesteld :

"Il ne ressort pas assez clairement du projet si l'arrêté royal du 7 mars 2007 s'applique ou non aux personnes visées aux articles 4 à 10 du projet. Ainsi, l'article 5 du projet énumère certaines dispositions de l'arrêté royal du 7 mars 2007 qui sont déclarées applicables aux personnes visées à l'article 5. Faut-il en déduire qu'en principe, l'arrêté royal du 7 mars 2007 n'est pas applicable aux personnes visées aux articles 4 à 10 ? La réponse à cette question devrait ressortir plus clairement du texte en projet."

De gemachtigde van de minister heeft het volgende geantwoord :

"Ja, deze vastbenoemde personeelsleden zijn in pilootprojecten gestapt voordat het KB van 7 maart 2007 er was. Voor elk pilootproject werd toen een apart KB gemaakt in uitvoering van het intussen opgeheven artikel 475 van de Programmawet van 22 december 2003.

Voor het tijdelijk project eID zorgen we nu voor een definitieve mogelijkheid van overstap naar de federale overheid met ter beschikking stelling aan de gemeente.

De andere projecten voorzagen allen een wijze van definitieve benoeming bij federale overheidsdiensten. Deze intussen bij de federale overheid vastbenoemde personeelsleden krijgen gewoon eveneens de inschaling in de overeenstemmende weddenschaal. Op heden zijn ze namelijk ingeschaald in de eerste weddenschaal."

Deze toelichting, die moet worden aangevuld zodat het verband tussen de artikelen 4 tot 10 van het ontwerp en het voornoemde koninklijk besluit van 7 maart 2007 duidelijker wordt, moet worden opgenomen in het verslag aan de Koning.

.../...

Artikel 4

1. De inleidende zin van artikel 4 moet als volgt worden gesteld :

"Onder «ambtenaren ingezet in het project elektronische identiteitskaart» in de zin van deze afdeling worden verstaan :."

2. Met het oog op de overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse lezing moet in de Franse versie van artikel 4, 1/, van het ontwerp verwezen worden naar het koninklijk besluit van 22 juli 2004 betreffende de modaliteiten van het inzetten van personeelsleden van het autonome overheidsbedrijf Belgacom in de gemeenten in het kader van de uitreiking van de elektronische identiteitskaart.

Artikel 5

1. In de Franse versie van het eerste lid moeten de woorden "et dispositions transitoires" in het citaat van het opschrift van het voornoemde koninklijk besluit van 7 maart 2007 vervallen.

2. Het tweede lid moet als volgt worden geredigeerd :

"De selectietest waaraan ambtenaren ingezet in het project elektronische identiteitskaart bedoeld in artikel 4, 1/, hebben deelgenomen overeenkomstig de koninklijke besluiten vermeld in deze bepaling, geldt als een vergelijkende selectie bedoeld in artikel 6 van het bovenvermelde koninklijk besluit van 7 maart 2007."

3. Op de vraag wat de draagwijdte is van het derde lid, heeft de gemachtigde van de minister geantwoord :

"In een protocol engageert de gemeente zich ten aanzien van de FOD Binnenlandse zaken betreffende de ter beschikking stelling van het vastbenoemd personeelslid tot aan de pensionering."

.../...

Dit antwoord geeft evenwel niet aan wat de aard is van de "verbintenis" die de ambtenaar moet aangaan, met dien verstande dat die verbintenis uiteraard bestaanbaar moet blijven met het op hem toepasselijke rechtspositionele verband.

De draagwijdte van de ontworpen bepaling moet worden verduidelijkt, ofwel in de tekst zelf van het besluit, ofwel op zijn minst in het verslag aan de Koning.

4. Op de vraag wat de draagwijdte is van het vierde tot het zesde lid van artikel 5 van het ontwerp, heeft de gemachtigde van de minister geantwoord :

"De regeling van het tijdelijk project eID is vervat in volgende koninklijke besluiten: het koninklijk besluit van 22 juli 2004 betreffende de modaliteiten van het inzetten van personeelsleden van het autonome overheidsbedrijf Belgacom in de gemeenten in het kader van de uitreiking van de elektronische identiteitskaart en het koninklijk besluit van 22 juli 2004 betreffende de modaliteiten van het inzetten van personeelsleden van de autonome overheidsbedrijven De Post, de NMBS, BIAC en Belgocontrol in de gemeenten in het kader van de uitreiking van de elektronische identiteitskaart.

Deze koninklijke besluiten treffen een regeling voor 3 jaar waarin de personeelskost gedeeld wordt tussen de autonome overheidsbedrijven en de Staatsdienst.

Jaar 4 zal eveneens op deze wijze gefinancierd worden. Jaar 5 wordt de kost gedeeld tussen de gemeente en de Staatsdienst en vanaf jaar 6 is er volledige terugbetaling.

Elke gemeente engageert zich inderdaad in het protocol betreffende de terbeschikkingstelling en de terugbetaling van de weddekost van zijn personeelslid."

De afdeling wetgeving ziet binnen de haar toegemeten tijd niet in op basis van welke rechtsgrond de Koning bij wege van verordeningen nieuwe "modaliteiten" kan vaststellen inzake de tenlasteneming van de personeelskosten door het autonome overheidsbedrijf Belgacom die in de tijd in de plaats zullen komen van de "modaliteiten" vastgelegd in de voornoemde koninklijke besluiten van 22 juli 2004, op basis van een

.../...

sedertdien opgeheven wettelijke machtiging, te weten artikel 475 van de voornoemde programmawet van 22 december 2003 ⁽²⁾.

5. In het vierde lid dienen na de woorden "'de Staatsdienst met afzonderlijk beheer belast met het beheer van de identiteitskaarten'" de woorden "bedoeld in het koninklijk besluit van 6 december 2004 betreffende het financiële beheer van de Staatsdienst met afzonderlijk beheer voor het beheer van de identiteitskaarten" te worden toegevoegd.

Artikel 8

De inleidende zin van artikel 8 van het ontwerp moet als volgt worden geredigeerd :

"Onder «ambtenaren van het autonoom overheidsbedrijf Belgacom ingezet in andere projecten» in de zin van deze afdeling worden verstaan :."

Hoofdstuk 2 (lees : II), afdeling 4

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat afdeling 4 van hoofdstuk 2 (lees : II) van het ontwerp hoofdstuk III moet worden van het ontwerp, waarvan het opschrift ("Slotbepalingen") ongewijzigd kan blijven.

⁽²⁾ Vergelijk met artikel 29*bis*, zevende lid, 1/, van de voornoemde wet van 21 maart 1991, op basis waarvan omtrent "de regels betreffende de wijze van verdeling van de loonkosten naargelang van het niveau" een "protocolakkoord" wordt gesloten met de openbare dienst.

Artikel 11

Artikel 11 van het ontwerp bepaalt dat de artikelen 1 tot 3 uitwerking hebben op 15 maart 2007. Er dient aan herinnerd te worden dat de niet-retroactiviteit van bestuurshandelingen gebruikelijk is, krachtens een algemeen rechtsbeginsel. Retroactiviteit kan evenwel worden gerechtvaardigd als daarvoor bij een wetbepaling machtiging wordt gegeven. Bij ontstentenis van enige wettelijke machtiging kan retroactiviteit slechts uitzonderlijk worden toegestaan, wanneer deze noodzakelijk is, inzonderheid voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisatie van een feitelijke of rechtelijke situatie en voor zover daarbij rekening wordt gehouden met de eisen inzake rechtszekerheid en individuele rechten. Volgens de toelichtingen verstrekt door de gemachtigde van de minister strekken de artikelen 1 tot 3 van het ontwerp tot voordeel van de personeelsleden van de betrokken autonome overheidsbedrijven en kunnen ze derhalve worden toegestaan.

De stellers van het ontwerp wordt er evenwel op gewezen dat de retroactieve opheffing van artikel 2, tweede lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 7 maart 2007 ertoe moet leiden dat wordt afgezien van het ontwerp van koninklijk besluit "tot toepassing van artikel 2 van het koninklijk besluit van 7 maart 2007 tot organisatie van de vergelijkende selectie en de indiensttreding in het federaal administratief openbaar ambt van sommige statutaire ambtenaren van de autonome overheidsbedrijven", waarover de afdeling wetgeving op 2 mei 2007 advies 42.747/4 heeft verstrekt.

Slotopmerking van wetgevingstechnische aard

De Franse versie van het ontwerp moet zorgvuldig worden herzien.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

Ph. HANSE